

Pour aboutir à la grève sociale

L'auto-organisation doit vaincre le contrôle bureaucratique

Pour parodier une expression célèbre du révolutionnaire corrompu Danton, on pourrait dire que le mot d'ordre de tous les bureaucrates du monde, sociaux-libéraux ou antilibéraux, pourrait être « *Il faut du contrôle, encore du contrôle, toujours du contrôle.* » Pour ces messieurs et quelques dames, leur bête noire c'est l'auto-organisation populaire. La CLASSE, où l'influence libertaire est forte mais pas au point d'avoir marginalisé celle des militantes de Québec solidaire, tant s'en faut, semble fonctionner sur la base de réunions fréquentes d'assemblées générales locales discutant les mandats et les délégations à une assemblée fédérative tout aussi fréquente... quoique la fermeture abrupte des cégeps grévistes jusqu'à la mi-août, l'impératif économique du travail étudiant estival et la médiatisation du porte-parole homme ont pu émasculer cette rigueur démocratique.

Tel n'est généralement pas le cas des organisations syndicales et populaires, et de Québec solidaire, où la démocratie formelle se combine avec un verticalisme dur ou doux sous la houlette de grandes ou petites bureaucraties. Ces organisations misent avant tout sur la puissance légale et administrative des institutions de l'État pour changer les choses — on a presque envie d'ajouter méchamment pour que rien ne change — la capacité mobilisatrice du mouvement social servant au mieux de force d'appoint. C'est justement pour que la rue ne déborde pas son rôle assigné d'auxiliaire des « chers dirigeants » que s'impose l'impératif catégorique du contrôle. Le crime des naissants et fragiles « comités casseroles » formels et informels, tout comme d'Occupons-Montréal l'automne dernier, est de tenter de violer cette loi bureaucratique.

Comme ces comités sont rudement sympathiques aux yeux du large public des carrés rouges, il n'est pas possible aux bureaucraties, pas plus qu'aux organisations bourgeoises sauf les plus réactionnaires, de les attaquer frontalement. La première tactique c'est de faire l'omerta sur leurs existences en espérant qu'ils meurent rapidement de leur belle mort. Tel est jusqu'ici la politique de Québec solidaire et de son aile gauche médiatique, Presse-toi-à-gauche. Il est en effet possible que ces comités casseroles, et les manifestations concomitantes — il n'y avait que 250 personnes à la manifestation de la Coalition montréalaise mains rouges du 13 juin — ne survivent pas à l'été surtout si la grève étudiante ne reprend pas à la mi-août comme se pourrait être le cas si on en juge par les taux de réinscription plus ou moins forcée par les administrations... quoique pour la grève il faut bien s'inscrire. Ces comités resteront alors une note au bas de page, et encore, de l'histoire des contestations ouvrières et populaires du Québec, tout comme la contestation de la direction de la CSN par certains syndicats contre l'entente pourrie du secteur public durant l'été 2010.

Si le seuil médiatique est malgré tout franchi, comme pour Occupons-Montréal, à force de capacité de rassemblement et de tactiques audacieuses, ces pauvres bureaucraties, et même certains gouvernements, seront contraints de surfer la vague en les soutenant moralement et même matériellement. Il leur s'agira alors de saper leur légitimité populaire en soulignant les erreurs, qui ne manqueront pas, et en misant sur la lassitude populaire une fois épuisée la nouveauté médiatique. Mais jamais il ne sera question pour les bureaucraties ouvrières et populaires de s'appuyer sur ces leviers auto-organisés pour modifier qualitativement les rapports de force en faveur de leurs revendications et programmes. Il faudrait, selon elles, attendre à la prochaine manifestation ou grève ritualisées et, surtout, à la prochaine élection.

L'acharnement des Libéraux n'est pas électoraliste

À lire la dernière critique du responsable national à la mobilisation de Québec solidaire et membre de sa direction nationale envers le SPQ-libre, l'aile gauche organisée mais non reconnue du PQ (Benoît Renaud, [Le monde à l'envers](#), Le Devoir, 12/06/12), il semblerait que Québec solidaire soit 100% derrière le mouvement social, donc devrait s'enthousiasmer pour son auto-organisation. L'auteur dénonce l'appel à la passivité sociale du SPQ-libre pour sauver le PQ et rappelle à juste titre les gains matériels substantiels des grandes mobilisations sociales québécoise (et française)

de la décennie 1966-1976... et le rôle du PQ, après avoir surfer la vague, pour les stopper toute mobilisation tant en 1982 qu'en 1999. L'auteur souhaite que le mouvement s'élargisse même si « *[I]a grève sociale n'est peut-être pas à nos portes* ». Côté électoral, l'auteur constate que « *le gouvernement Charest a délibérément causé cette confrontation avec le mouvement étudiant à des fins électoralistes. Mais pour que son plan fonctionne, il doit aussi mettre fin à cette mobilisation sans faire de concessions majeures...* »

On peut douter de cette analyse. La tactique électorale des Libéraux, une fois réglé son compte au mouvement syndical en 2010, c'était le Plan Nord, la canadianisation du Québec à la mode albertaine, pour faire oublier le scandale de la corruption, sur le fond récurrent de la peur référendaire et le déclenchement des élections avant l'automne 2012 pour éviter les révélations de la Commission Charbonneau que l'opinion publique lui a imposé après deux ans de débat suite aux révélations du rapport Duchesneau. La résiliente grève étudiante a démolir ce château de cartes. Depuis les Libéraux cherchent une issue de secours. Jusqu'aux élections partielles dans Argenteuil et Lafontaine du 11 juin, c'était une élection en août, après présumément une défaite étudiante, sur le dos du PQ du carré rouge et du référendum. Le résultat des partielles, défavorables à la fois aux Libéraux et à la CAQ, vient de démolir ce scénario de la loi et l'ordre, dans lequel s'entête le Premier ministre, d'où la fuite médiatique d'un important document interne concernant la tactique électorale des Libéraux provenant vraisemblablement d'une dissidence au sein du parti au pouvoir.

L'opiniâtreté des Libéraux n'est pas électoraliste mais structurelle. L'exigence du gel des frais de scolarité, pour ne pas dire de la gratuité, démolit un pan important de l'ensemble des mesures budgétaires de recul social qui a provoqué la mise sur pied, en janvier 2010, de la Coalition opposée à la tarification et aux privatisations des services publiques, dite Coalition mains rouges, composée de 140 organisations, mais non des centrales syndicales, dont Québec solidaire est sympathisant, le seul parti politique à l'être. Les Libéraux, une fois éliminée la résistance syndicale laquelle explique l'insuccès mobilisateur de la Coalition mains rouges jusqu'à la grève étudiante, croyaient avoir la voie libre pour ramener l'état providence québécois à la moyenne canadienne pour ne pas dire étasunienne. D'où la rage à peine contenue du Premier ministre Charest qui en plus voit ruinée une brillante fin de carrière québécoise lui pavant la voie vers un retour glorieux à Ottawa qu'il avait quitté contre son gré à la fin des années 90 après un flamboyant début de carrière comme jeune ministre dans le gouvernement Conservateur Mulroney.

Cette rage a tout à voir, toutes choses étant égales par ailleurs, avec celle de la Chancelière allemande contre les peuples d'Europe du Sud. Tous ces gains partiels acquis par les luttes dont parle le responsable national à la mobilisation de Québec solidaire ont été remis en cause depuis, et au-delà, par la réaction néolibérale passée au stade de la contre-offensive enragée depuis l'ébranlement du système par la crise amorcée en 2007-2008 et la résistance de ces peuples particulièrement en Grèce... et dans la zone ALÉNA impérialiste, au Québec. Le critique du SPQ-libre oublie de poser la question du renversement du pouvoir du capital sans lequel les gains les plus substantiels, que le capital acculé au pied du mur est prêt à faire, seront remis en question à la première occasion. Il laisse plutôt entendre que l'élection d'un gouvernement Solidaire favorisé par la riposte sociale y parviendra... comme au Venezuela, en Bolivie, en Équateur (ma comparaison). N'est-ce pas plutôt là des exemples de grandes mobilisations sociales non abouties politiquement qui finalement déçoivent, après certes avoir accompli des réformes dignes de mention un peu comme le PQ l'a fait entre 1976 et 1980 et même sporadiquement par la suite, parce que ces gouvernements laissent intacts la domination du capital dut-il être plus national mais toujours soumis à l'impérialisme en notre ère de marché global.

Mieux critiquer le PQ pour lui proposer une alliance

Réduire la politique anti étudiante des Libéraux à de l'électoralisme n'est-il pas finalement un effet de miroir inversé de la politique de Québec solidaire envers le mouvement étudiant ? L'importante déclaration du 14 juin des deux porte-parole de Québec solidaire le suggère. La déclaration part en trombe...

« Il aura fallu 11 semaines à Mme Marois pour enfin définir la politique de son parti en matière de droits de scolarité. Le PQ cherche depuis février à se concilier le mouvement étudiant tout en courtisant des électrices et électeurs potentiels au centre-droite. Rappelons-nous aussi la motion déposée par la députée péquiste Véronique Hivon pour inviter au respect des injonctions, au moment même où les étudiants et étudiantes résistaient aux tentatives individuelles de forcer les entrées dans des cégeps où la grève avait été démocratiquement votée !

« Dans l'histoire de l'alternance entre le Parti libéral et le Parti québécois, ce dernier a joué un rôle actif dans le virage néolibéral imposé au Québec. L'instauration d'un réseau de centres de la petite enfance, la loi sur l'équité salariale ou la réforme de 2002 de la loi sur les normes du travail ne sauraient nous faire oublier les orientations plus fondamentales qu'a soutenues le Parti québécois depuis 1982 : loi spéciale contre les syndicats du secteur public en 1982, appui sans réserve aux accords de libre-échange nord-américain, coupes massives dans la santé et l'éducation pour atteindre l'équilibre budgétaire, réformes appauvrissantes de l'aide sociale, baisses d'impôt profitant surtout aux contribuables riches, refus de mettre en œuvre une réforme du mode de scrutin...

« Si le passé est garant de l'avenir, comment ne pas s'inquiéter d'un parti qui trop souvent clignote à gauche avant une élection, pour tourner à droite une fois au pouvoir? [...]

« L'enthousiasme pour le moins mitigé envers le Parti québécois, qui est perçu par les uns comme appartenant à l'élite au pouvoir autant que le Parti libéral et qui en désole d'autres par son refus d'engager résolument le nécessaire combat pour l'indépendance... »

...pour mieux se perdre, en fin de course, dans les méandres de l'ambiguïté des alliances :

« Plusieurs plaident en faveur d'une alliance progressiste et souverainiste afin de nous assurer que le Parti libéral mordra la poussière lors des prochaines élections générales. À nos yeux, cette alliance ne saurait exister sans que les partis concernés acceptent de se livrer à une analyse sincère et sans complaisance des erreurs du passé. Aucune alliance n'est possible sans une vision commune de la crise sociale des derniers mois et de son potentiel de changement profond et durable. »

Si les porte-parole du parti, revigorés par la grève étudiante, paraissent exigeants envers le PQ, c'est pour mieux mettre pas mal d'eau dans leur vin programmatique. À part la satisfaction des revendications étudiantes à laquelle le PQ a en grande partie consentie, l'élection à la proportionnelle, pendant longtemps dans le programme du PQ même si elle a été reniée une fois au pouvoir, et le refus du gaz de schiste... mais pas du pétrole conventionnel ou de schiste auquel tient le PQ, les porte-parole ne spécifient rien de concret. Sauf peut-être pour « l'éducation gratuite » du capitalisme scandinave un peu difficile à avaler, tout est parfaitement digestible au PQ y compris les nombreuses envolées lyriques des 99% contre le 1%.

Puis vient le racolage électoraliste :

Les membres de Québec solidaire, nombreuses et nombreux à être issus des mouvements sociaux, souhaitent sincèrement que ceux-ci gagnent, parce que leurs revendications expriment les préoccupations et les intérêts du peuple. Quand les mouvements sociaux font des gains, c'est le Québec entier qui est gagnant. [...]

La crise étudiante et sociale actuelle nous fait redécouvrir collectivement une jeunesse intelligente, inspirée, qui ose affronter la droite. Les prochaines élections générales verront, nous n'en doutons pas, beaucoup de jeunes voter pour la première fois. Elles et ils n'accepteront certes pas des programmes politiques édulcorés, aseptisés, fondés sur les mêmes éternels paramètres idéologiques.

Françoise David, Amir Khadir , [La réplique > des casseroles aux urnes - Le désir profond d'un Québec progressiste](#), Le Devoir, 14/06/12)

On souhaite évidemment que la jeunesse et que les membres des mouvements sociaux votent, militent et deviennent membres de Québec solidaire dont le *membership* est passé de cinq mille à dix mille en un an. On aurait cependant espérer que la direction de Québec solidaire retourne l'ascenseur en faisant, d'une part, une campagne pour la nécessité d'une grève sociale et, d'autre part, en déclarant la guerre à ce 1% tant dénoncé, ce qui signifie au Québec la nécessité de l'indépendance pour avoir le pouvoir d'exproprier les banques, de sorte à tirer par en avant la mobilisation sociale laquelle a rudement besoin d'un second souffle. La déclaration des porte-parole passe même sous silence la stratégie démocratique radicale de l'Assemblée constituante. Et tant qu'à flirter avec le mouvement social, pourquoi ne pas appeler les participantes aux manifestations des casseroles à rallier les nombreuses initiatives en cours d'organisation de comités de quartier et de villages ?

Mais la direction de Québec solidaire est-elle tant que ça du côté du mouvement social ? Même si elle soutient la Coalition mains rouges, elle n'a ni appelé ni annoncé sur son calendrier web les manifestations du 13 juin. Elle n'y avait aucune présence aussi modeste soit-elle. Par contre, son calendrier annonçait le même jour « *une action externe dont nous sommes solidaires* » s'intitulant « *la paix sociale par le scrutin proportionnel* ». On dénoncera l'arrestation de son député pour avoir illégalement marché dans la rue et aussi celle de sa fille, qui a passé quelques nuits en prison, accusée d'avoir participé à une ou des occupations avec entrée par effraction. Mais il y a une contradiction qui sème un malaise. Il ne faudrait pas remplacer la politique réelle et conséquente par la politique spectacle quelque soient la sincérité et la souffrance des gens impliqués.

Le silence des anticapitalistes quand ce n'est pas leur parti pris bureaucratique

Qu'en est-il de l'aile gauche toujours active des collectifs de Québec solidaire ([Gauche socialiste](#), section québécoise de la Quatrième Internationale dont le site web est peu actif et qu'on suppose s'exprimer à travers le démocratiquement opaque [Presse-toi-à-gauche](#) ; [Tendance marxiste international](#), membre de l'International Marxist Tendency d'origine britannique et faisant parti d'un groupe canadien, s'exprimant par son site web et par la revue trimestrielle sur papier La Riposte ; le [Parti communiste du Québec](#) s'exprimant par son site web ; le [Mouvement québécois pour une décroissance conviviale](#) s'exprimant par son site web). À noter qu'existent en dehors de Québec solidaire des groupes anarchistes/libertaires et maoïstes fort critiques de Québec solidaire et ayant tendance à collaborer malgré leur divergence idéologique, par exemple en organisant un premier mai distinct de celui du mouvement syndical et populaire. Notons, finalement, la [section québécoise du Parti communiste du Canada](#), qui s'est dissocié du PCQ, ou vice-versa, suite à son refus de défendre l'indépendance du Québec au début des années 2000 et dont les membres sont aussi membres de Québec solidaire même si ce parti n'est pas un collectif reconnu.

En arrondissant les coins, les collectifs de Québec solidaire, dans le sillage de la CLASSE, favorisent, parfois appellent à, la grève sociale mais restent tous muets comme des carpes au sujet de l'auto-organisation des « comités casseroles ». *Last but not least*, aucun d'entre eux ne mènent une lutte interne au sein de Québec solidaire, entre autre par l'Intersyndicale où ils sont nombreux avec leurs sympathisantes, pour faire prévaloir leur point de vue. Étant donné la probable relative notoriété de Presse-toi-à-gauche — aucun décompte des visites du site n'est disponible — moindre sans doute que celle de [L'Aut'Journal](#), organe du SPQ-libre, il vaut la peine de scruter davantage son point de vue sur les questions de la grève sociale à travers une contribution récente de celui qui est probablement son dirigeant principal tout comme il l'est de Gauche socialiste :

« Une éventuelle victoire n'est possible, selon le co-porte-parole de la CLASSE, que par la consolidation d'un réel front commun entre les organisations partageant une base de principe solide et qui n'ont pas peur de nommer la lutte comme elle doit être nommée, c'est-à-dire, une opposition de principe au néo-libéralisme, une opposition au principe de l'utilisateur payeur ». Il souhaite participer à construire une grève sociale à partir de l'automne. Il a ajouté : « Aller plus loin cet automne, cela vaudra dire envisager sérieusement une mobilisation générale de la société. Cela vaudra dire organiser concrètement la grève sociale ».

Le président de la CSN, Louis Roy croit qu'il est possible de créer un front commun social, mais il souligne que la mobilisation des membres de sa centrale et des autres restent à faire. [...] Mais, le gros des troupes syndicales est resté en marge des mobilisations. Cette situation doit être dépassée et le mouvement syndical, particulièrement le mouvement enseignant qui est le plus directement concerné et dont des secteurs sont mobilisés, doit faire un travail systématique d'implication large et militante dans les mobilisations en cours et plus particulièrement dans la grande manifestation du 22 juin prochain.

[...]

La tenue d'États généraux du mouvement syndical et des mouvements sociaux pourrait être un moment fort de la nécessaire coordination des mouvements sociaux... [...] Ne faudrait-il pas mettre sur pied des comités de coordination locaux et régionaux des différents mouvements sociaux pour évaluer collectivement les marges de manoeuvre, les formes d'action et la défense contre la répression policière et les menaces de sanctions ?

(Bernard Rioux, [Gabriel Nadeau-Dubois appelle les syndicats à faire front commun avec le mouvement étudiant...](#), Presse-toi-à-gauche, 12/06/12)

On note le suivisme obligé par rapport au plan de la CLASSE tout en freinant des deux pieds en excusant la passivité de la direction de la CSN — le principe de la grève sociale date de 2004 et a été revoté en 2010 — pour finir par suggérer des États généraux qui permettront la continuation de l'hégémonie des bureaucratiques directions syndicales. Rien d'étonnant de constater un manque d'enthousiasme face à l'auto-organisation. On remarque plutôt la connivence avec cette bureaucratie par l'intermédiaire de l'alliance avec la direction de Québec solidaire. Ce dont a besoin le mouvement syndical c'est une opposition syndicale organisée, à la mode du *Labor Notes* étasunien, contestant ouvertement et publiquement la concertation des directions et appelant à la grève sociale.

Cerise sur le gâteau, l'auteur appelle à des comités locaux, réminiscence du Réseau vigilance de la période 2003-2005 lequel avait permis aux directions syndicales, en alliance avec les petites bureaucraties des organisations populaires, d'empêcher l'émergence de toute auto-organisation syndicale ou territoriale qu'annonçaient les demi spontanés blocages syndicaux et populaires de routes, de ports et de casinos du 11 décembre 2003 contre les « lois scélérates » du nouveau gouvernement Libéral et, au début de 2004, l'occupation d'une usine d'aluminium au Saguenay durant une semaine avec l'appui de la population locale. Comment ne pas voir que cet appel est aujourd'hui dirigé, consciemment ou inconsciemment, contre la consolidation des « comités casseroles » dont Presse-toi-à-gauche tait l'existence comme il a tait la fronde d'une partie significative de la base syndicale, durant l'été 2010, contre la direction de la CSN qui n'avait pas manqué de zèle pour gagner sa cause, zèle qu'on attend toujours pour rallier à la grève sociale.

Les libertaires n'ont pas toujours tort

D'aucuns, comme excuse, apparenteront ces nouveaux comités à une démarche libertaire puisque certains membres de groupes anarchistes y jouent parfois un rôle et, qu'à première vue, ces comités tiennent énormément à leur autonomie — celui du quartier Hochelaga-Maisonneuve s'appelle d'ailleurs temporairement « Assemblée populaire autonome... ». On peut certes accuser les anarchistes de tous les péchés du monde et un peu plus : refus des élections, horizontalité démocratique qui tue la démocratie par épuisement, sectarisme anti-bureaucratique vis-à-vis les mouvements sociaux. Il faut quand même rendre à César ce qui lui revient. Les libertaires ont le nez fin pour détecter le manque de démocratie et le renoncement à en finir avec le capitalisme. Ils n'ont pas tout faux dans leur critique de Québec solidaire. L'adhésion anticapitaliste à Québec solidaire est une adhésion critique, et non pas partisane de style *right or wrong*, soucieuse que le parti se mette au service de la lutte sociale débouchant sur la grève politique générale, et animée par des comités de base fédérés de bas en haut, seule capable de « dépasser le capitalisme » en le renversant.

Récuser la critique anarchiste parce que « *Qs [serait] un parti de la rue en ce qu'il souhaite sincèrement le succès des mobilisations sociales et voit les mouvements comme des alliés objectifs* » (Jean-Pierre Roy et Xavier Lafrance, [Au-delà de l'orthodoxie](#), Presse-toi-à-gauche, 28/02/12) c'est confondre appui récupérateur et contrôlant et appui pour leur développement jusqu'à la grève sociale pour faire l'indépendance contre le capital financier et les multinationales. Affirmer « *qu'un parti — comme d'autre forme d'organisation politique — est un lieu privilégié pour développer une stratégie globale de transformation* » c'est affirmer ce que n'est pas Québec solidaire sauf à proposer une Assemblée constituante découplée d'une mobilisation de la rue autrement qu'en appoint. Récuser que Québec solidaire n'est pas « *social-démocrate* », que « *[p]lusieurs des mesures avancées [les auteurs ne fournissent aucun exemple, NDLR] confrontent directement le capital, et nécessiteraient à l'heure actuelle des mobilisations d'envergures nous faisant passer d'un mode défensif à un mode offensif afin d'arracher des gains que les dominants ne concéderont pas sans réagir... En regard de la situation politique réelle, Qs propose une politique de réformes en rupture avec le capitalisme, très loin d'une politique purement réformiste* », c'est prendre des vessies pour des lanternes.

Évidemment, une réforme hors contexte de la dynamique des rapports de force n'est ni en soi anticapitaliste ou non. Il faut quand même admettre que la plupart des plus tranchantes revendications programmatiques de Québec solidaire, telle la gratuité scolaire... ne tranche nullement avec le capitalisme scandinave. On pourrait faire exception de l'intégration au programme des seuils supérieurs du rapport de GIEC de 2007 en autant qu'ils ne restent pas sur les tablettes et se déclinent en objectifs concrets et publicisés en termes de politiques énergétique, de transport et urbaine. On n'en voit pas poindre l'oreille. Ne soyons pas chiche et examinons la dynamique de la réellement existante grève étudiante. Met-elle en jeu « *une politique de réformes en rupture avec le capitalisme* » ? D'un côté, elle le fait malgré et contre Québec solidaire. De l'autre, elle s'en éloigne à cause de Québec solidaire.

La grève étudiante de par sa résilience est devenue une grande mobilisation populaire témoignant d'une crise sociale et politique généralisée. Comme l'a admis candidement le député Solidaire lors de sa conférence de presse de bilan de fin de session parlementaire ([Bilan de la session parlementaire de Québec solidaire](#), juin 2012), Québec solidaire n'a pas compris ce qui s'est passé car il « *réfléchit traditionnellement* » d'où sa tentative de « *briser le moule* » en improvisant dans le cadre de la désobéissance civile. Cinq jours après la grande manifestation des deux cent mille du 22 mars qui révélait un saut qualitatif jamais vu de la riposte sociale, la direction de Québec solidaire anticipait la fin du mouvement avant un mois. Certes, l'erreur de pronostic était largement partagée mais l'absence de volonté d'inviter le peuple québécois à transformer la grève étudiante en grève politique de renversement des Libéraux, sans tomber dans le piège d'un PQ à ce moment-là complètement paralysé, en disait long sur le désarroi de la direction de Québec solidaire.

Plus la grève étudiante se prolonge, plus l'ampleur des manifestations en impose, plus elle se généralise en révolte populaire... plus le niveau politique des revendications et des slogans s'abaisse. Est-ce une révolte anti-Libéral ou une révolte antilibérale, telle est la question. Spontanément, les slogans visent de plus en plus le parti Libéral si ce n'est la personne du Premier ministre lui-même. Le débat public se focalise de plus en plus sur la répression. Le bruit des casseroles se substitue aux slogans et les mains chargées de cuillères et de casseroles ne peuvent plus tenir des pancartes. Une intervention de porte-parole crédibles est nécessaire pour rehausser le niveau politique. Voilà une tâche que Québec solidaire esquivait en s'enfonçant dans le débat tactique violent/non-violent de la désobéissance civile au lieu d'avancer le débat stratégique de la grève sociale et de l'indépendance anti-banque en commençant par le rétablissement de la taxation du capital bancaire afin de financer la gratuité scolaire, revendication que lui et la CLASSE ont laissé tomber, par pragmatisme, lors des négociations de quatre jours qui ont créé l'impasse.

On reste pantois de la contradiction dans lequel le député Solidaire s'est enfoncé lors de sa conférence de presse de fin de session (voir à partir de la seizième minute) harcelé par les questions précises du chroniqueur Michel David du Devoir, partisan du « *front uni* » PQ-QS-ON pour lequel circule une pétition largement publicisée. Le PQ ferait à la fois parti du 1% avec les Libéraux, probablement aussi avec la CAQ, et serait aussi le partenaire d'une situation d'urgence, étant donné la corruption des Libéraux et la grève étudiante, pour « *se libérer des Libéraux* ». Il n'y aurait rien là « *d'irréconciliable* » de souligner le populiste député. Pour le député et, semble-t-il, la direction, étant donné que le PQ est composé de « *députés progressistes* » qui ont un problème de direction et lequel était progressiste dans son ensemble avant l'ère Bouchard à partir de 1995, le front uni proposé est une « *idée généreuse que nous allons examiner* » et pour laquelle des rencontres ont déjà eu lieu. Heureusement, la chef péquiste veille au grain en rejetant encore une fois toute proposition d'alliance ! Comme quoi la critique anarchiste n'a pas tout faux.

Marc Bonhomme, 15 juin 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca